

**MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE**

F. 91 — 1691

21 MAI 1991. — Arrêté royal relatif à l'attribution des fréquences destinées au service mobilophone paneuropéen

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957;

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes du 25 juin 1987 concernant les bandes de fréquences à réserver pour l'introduction coordonnée de communications mobiles terrestres publiques cellulaires numériques paneuropéennes dans la Communauté;

Vu la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, notamment l'article 10, alinéa premier;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient d'adopter et de publier, dans les plus brefs délais, les dispositions nécessaires pour se conformer à l'article 4 de la directive du Conseil du 25 juin 1987;

Sur la proposition de Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A dater du 1er janvier 1991, les bandes de fréquences 905-914 MHz et 950-959 MHz sont exclusivement attribuées au service paneuropéen de communications mobiles terrestres publiques cellulaires numériques, dénommé GSM.

Art. 2. La Régie attribue également, en exclusivité et au plus tard le 1er janvier 1996, au service visé à l'article 1er, en fonction des extensions nécessaires, les fréquences restantes des bandes de fréquences 890-915 MHz et 935-960 MHz.

Art. 3. Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 mai 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

M. COLLA

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

F. 91 — 1692

1^{er} JUILLET 1991. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 20 janvier 1984 approuvant le règlement régissant les opérations du Fonds de Participation en vertu de l'article 2, 5) et 6) du statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel

Le Ministre des Finances,
Le Ministre des Classes moyennes,
Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,
Le Secrétaire d'Etat aux Petites et Moyennes Entreprises,

Vu la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, notamment l'article 34, modifiée par l'article 4 de la loi du 13 juillet 1983 portant adaptation de la mission légale de la Caisse nationale de Crédit professionnel et du Fonds de participation créé en son sein par la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, en vue de favoriser l'accès des petites et moyennes entreprises et des travailleurs indépendants au capital à risque;

**MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR**

N. 91 — 1691

21 MEI 1991. — Koninklijk besluit betreffende de toewijzing van frequenties bestemd voor de paneuropese mobilfoondienst

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, goedgekeurd door de wet van 2 december 1957;

Gelet op de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 juni 1987 inzake de voor een gecoördineerde invoering van openbare paneuropese digitale cellulaire mobiele communicatie te land in de Gemeenschap beschikbaar te stellen frequentiebanden;

Gelet op de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, inzonderheid op het artikel 10, eerste lid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het passend is binnen de kortst mogelijke tijd de nodige maatregelen vast te stellen en te publiceren om te voldoen aan artikel 4 van de richtlijn van de Raad van 25 juni 1987;

Op de voordracht van Onze Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Vanaf 1 januari 1991 zijn de frequentiebanden 905-914 MHz en 950-959 MHz uitsluitend toegewezen aan de openbare paneuropese cellulaire digitale landmobiele communicatiedienst, GSM genaamd.

Art. 2. De Regie wijst in exclusiviteit en uiterlijk tegen 1 januari 1996, aan de in artikel 1 bedoelde dienst, in functie van de noodzakelijke uitbreidingen, ook de overige frequenties van de frequentiebanden 890-915 MHz en 935-960 MHz toe.

Art. 3. Onze Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 mei 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

M. COLLA

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

N. 91 — 1692

1 JULI 1991. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 20 januari 1984 houdende goedkeuring van het reglement betreffende de verrichtingen van het Participatiefonds krachtens artikel 2, 5) en 6) van het statuut van de Nationale Kas voor Beroepskrediet

De Minister van Financiën,
De Minister van Middenstand,
De Staatssecretaris voor Middenstand,
De Staatssecretaris voor de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Gelet op de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, inzonderheid op artikel 34, gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 13 juli 1983 houdende aanpassing van de wettelijke opdracht van de Nationale Kas voor Beroepskrediet en van het bij de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering in deze Kas opgerichte Participatiefonds, ten einde de toegang van de kleine en middelgrote ondernemingen en van de zelfstandigen tot het risico-dragend kapitaal te bevorderen;

Vu le statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel annexé à l'arrêté royal du 2 juin 1956 portant refonte du statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel, notamment l'article 2, 5° et 6° tel que modifié par les lois du 4 août 1978 et du 13 juillet 1983;

Vu l'arrêté royal du 19 août 1983 réglant l'organisation et le fonctionnement du Fonds de participation créé au sein de la Caisse nationale de Crédit professionnel et notamment l'article 9, § 1^{er};

Vu la demande de modification au règlement du 20 janvier 1984 introduite par le Comité de gestion du Fonds de Participation en date du 3 juin 1991,

Arrêtent :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} du Règlement est remplacé par le texte suivant :

Le présent règlement concerne les opérations effectuées en vertu de l'article 2, 5) et 6) du statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel au moyen des fonds prélevés sur ceux énumérés à l'article 12, § 1^{er}, 1° à 6° et 8° de l'arrêté royal du 19 août 1983 réglant l'organisation et le fonctionnement du Fonds de Participation. Les opérations actives et passives relatives au financement d'une transmission d'entreprise au sens défini à l'article 2, 3^{ème} alinéa, sont renseignées dans les comptes du Fonds des Participation sous la rubrique « Fonds des Transmission ».

Les opérations effectuées sous forme de prêt subordonné et d'emprunt obligataire dans le cadre d'une transmission d'entreprise sont accessoires à l'octroi d'un crédit ordinaire.

Art. 2. L'article 2 du Règlement est complété comme suit :

Lorsque le prêt subordonné est accordé dans le cadre du financement d'une transmission d'entreprise, la franchise de cinq ans est de droit.

Par transmission d'entreprise, on entend la cession à titre onéreux d'une entreprise ou activité exploitée par une personne physique ou morale telle que visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 19 août 1983 précité soit :

a) à un parent ou allié jusqu'au 4^{ème} degré du cédant; si l'entreprise cédée est une personne morale, à un parent ou allié jusqu'au 4^{ème} degré du responsable de la gestion journalière propriétaire d'une participation majoritaire;

b) à un ou plusieurs membres du personnel ayant, le cas échéant, constitué à cette fin une société dotée de la personnalité juridique et comptant au moins chacun un an d'activité au sein de l'entreprise;

c) à toute personne intéressée dans l'hypothèse où il y a arrê des activités suite au décès, à l'incapacité permanente de travail ou encore à l'accession à la pension du cédant ou de l'associé majoritaire assumant la gestion journalière de l'entreprise.

Lorsque la cession porte sur une activité exercée par une personne morale, le « repreneur » doit en assumer la gestion journalière complète à l'exclusion du cédant et la cession doit au moins porter sur une participation majoritaire.

Art. 3. Aux 3^{ème} et 5^{ème} alinéas de l'article 4 du Règlement, ajouter : « et en cas de transmission d'entreprise ».

Art. 4. Au 2^{ème} alinéa de l'article 7 du Règlement, ajouter : « ainsi que des opérations visant à financer la transmission d'entreprise ».

Art. 5. L'article 7 du Règlement est complété comme suit :

Lorsqu'il s'agit d'une opération visant à financer la transmission d'entreprise, le montant de l'intervention pourra excéder de 50 % celui qui serait octroyé sur base des critères retenus par le Comité de gestion pour tout autre type d'opération ou bien, pourra être égal à 95 % des fonds propres du repreneur.

Le Comité de gestion choisira parmi ces deux modes de calcul celui qui offre l'intervention la plus avantageuse pour le « repreneur ».

Art. 6. L'article 10 du Règlement est remplacé par le texte suivant :

Les frais de dossier, d'expertise et autres commissions qui seront éventuellement portés en compte, seront calculés en se référant aux barèmes appliqués par la Caisse nationale de Crédit professionnel pour ses opérations ordinaires avec intervention d'un Fonds de Garantie.

Gelet op het statuut van de Nationale Kas voor Beroepskrediet, gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 juni 1956 houdende omwerking van het statuut van de Nationale Kas voor Beroepskrediet, inzonderheid op artikel 2, 5° en 6°, zoals gewijzigd door de wetten van 4 augustus 1978 en van 13 juli 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 augustus 1983 tot regeling van de organisatie en de werking van het in de Nationale Kas voor Beroepskrediet opgerichte Participatiefonds en inzonderheid op artikel 9, § 1;

Gelet op het verzoek om wijziging in het règlement van 20 januari 1984 dat het Beheerscomité van het Participatiefonds op 3 juni 1991 heeft ingediend,

Besluiten :

Artikel 1. Artikel 1 van het Reglement wordt door de volgende tekst vervangen :

Dit reglement betreft de verrichtingen die krachtens artikel 2, 5) en 6) van het statuut van de Nationale Kas voor Beroepskrediet uitgevoerd worden door middel van fondsen die worden afgenomen van de in artikel 12, § 1, 1° tot 6° en 8° van het koninklijk besluit van 19 augustus 1983 tot regeling van de organisatie en de werking van het Participatiefonds opgesomde fondsen. De activa- en passivaverichtingen betreffende de financiering van een overdracht van onderneming in de in artikel 2, 3^e lid bepaalde zin worden in de rekeningen van het Participatiefonds onder de rubriek « Overdrachtfonds » geboekt.

Verrichtingen in de vorm van een achtergestelde lening en obligatielening in het kader van een overdracht van onderneming moeten gepaard gaan met het toekennen van een gewoon krediet.

Art. 2. Artikel 2 van het Reglement wordt aangevuld als volgt :

Wanneer de achtergestelde lening in het kader van de financiering van een overdracht van onderneming toegekend wordt, wordt de vrijstelling van rechtswege vijf jaar.

Onder overdracht van onderneming wordt verstaan : de overdracht onder bezwarende titel van een onderneming of activiteit, uitgebaat door een natuurlijke of rechtspersoon zoals bedoeld in artikel 1, § 1, van het voormeld koninklijk besluit van 19 augustus 1983, zijnde :

a) aan een bloed- of aanverwant tot in de 4^e graad van de overdrager; indien de overgedragen onderneming een rechtspersoon is, aan een bloed- of aanverwant tot in de 4^e graad van de bezitter van een meerderheidsdeelneming die voor het dagelijks beheer instaat;

b) aan één of meer personeelsleden die, in voorkomend geval, daartoe een vennootschap met rechtspersoonlijkheid opgericht hebben en die in de onderneming elk ten minste één jaar werkzaam zijn;

c) aan elke belangstellende ingeval, ten gevolge van het overlijden, de blijvende arbeidsongeschiktheid of ook nog de pensionering van de overdrager of van de vennoot met een meerderheidsaandeel die het dagelijks beheer van de onderneming waarneemt, de activiteiten worden stopgezet.

Wanneer de overdracht op een door een rechtspersoon uitgeoefende werkzaamheid slaat, moet de overnemer het volledige dagelijks beheer ervan waarnemen, met uitsluiting van de overdrager, en moet de overdracht ten minste slaan op een meerderheidsdeelneming.

Art. 3. Aan het 3^e en 5^e lid van artikel 4 van het Reglement voegen toe : « en in geval van overdracht van onderneming ».

Art. 4. Aan het 2^e lid van artikel 7 van het Reglement voegen toe : « alsook met verrichtingen waarmee het financieren van de overdracht van een onderneming beoogd wordt ».

Art. 5. Artikel 7 van het Reglement wordt aangevuld als volgt :

Wanneer het een verrichting betreft waarmee het financieren van een overdracht beoogd wordt, mag het bedrag van de tegemoetkoming 50 % meer bedragen dan het bedrag dat toegekend zou worden op grond van de door het Beheerscomité voor elk ander soort verrichting in aanmerking genomen criteria, of mag het gelijk zijn aan 95 % van de eigen middelen van de overnemer.

Het Beheerscomité zal uit deze beide berekeningswijzen die kiezen welke voor de overnemer de voordeligste tegemoetkoming oplevert.

Art. 6. Artikel 10 van het Reglement wordt door de volgende tekst vervangen :

Dossier- en expertisecosten, alsook andere commissielonen die eventueel aangerekend zullen worden, worden berekend met inachtneming van de schalen die de Nationale Kas voor Beroepskrediet voor haar gewone verrichtingen met tussenkomst van een Waarborgfonds toepast.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1991.
Bruxelles, le 1^{er} juillet 1991

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT
Le Ministre des Classes moyennes,
M. WATHELET
Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,
P. MAINIL
Le Secrétaire d'Etat aux Petites
et Moyennes Entreprises,
J. DUPRE

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1991.
Brussel, 1 juli 1991

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT
De Minister van Middenstand,
M. WATHELET
De Staatssecretaris voor Middenstand,
P. MAINIL
De Staatssecretaris voor de Kleine
en Middelgrote Ondernemingen,
J. DUPRE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE EXTÉRIEUR
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

F. 91 — 1693

Protocole n° 8 à la Convention de 1950 de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Vienne le 19 mars 1985 (1). — Liste des États liés. — Entrée en vigueur

Etats	Date du dépôt de l'instrument de ratification
Allemagne (Rép. féd.)	19 septembre 1989
Autriche	17 avril 1986
Belgique	8 novembre 1985
Chypre	13 juin 1986
Danemark	19 mars 1985
Espagne	23 juin 1989
Finlande	10 mai 1990
France	9 février 1989
Grèce	6 septembre 1989
Irlande	21 mars 1988
Islande	22 mai 1987
Italie	29 décembre 1988
Liechtenstein	28 août 1985
Luxembourg	4 novembre 1987
Malte	7 mars 1988
Norvège	25 octobre 1988
Pays-Bas	11 décembre 1986
Portugal	12 mars 1987
Royaume-Uni	21 avril 1986
Saint-Marin	22 mars 1989
Suède	10 janvier 1986
Suisse	21 mai 1987
Turquie	19 septembre 1989

Conformément aux dispositions de son article 13, ce Protocole est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1990 pour tous les États parties à la Convention de 1950 excepté pour la Finlande (entrée en vigueur le 10 mai 1990).

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 91 — 1693

Achtste Protocol bij het Verdrag van 1950 tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, opgemaakt te Wenen op 19 maart 1985 (1). — Lijst der gebonden Staten. — Inwerkingtreding

Staten	Datum van de neerlegging van de bekrachtigingsoorkonde
België	8 november 1985
Cyprus	13 juni 1986
Denemarken	19 maart 1985
Duitsland (Bondsrep.)	19 september 1989
Finland	10 mei 1990
Frankrijk	9 februari 1989
Griekenland	6 september 1989
Ierland	21 maart 1988
Italië	29 december 1988
Liechtenstein	28 augustus 1985
Luxemburg	4 november 1987
Malta	7 maart 1988
Nederland	11 december 1986
Noorwegen	25 oktober 1988
Oostenrijk	17 april 1986
Portugal	12 maart 1987
San Marino	22 maart 1989
Spanje	23 juni 1989
Turkije	19 september 1989
Verenigd Koninkrijk	21 april 1986
IJsland	22 mei 1987
Zweden	10 januari 1986
Zwitserland	21 mei 1987

Overeenkomstig de bepalingen van zijn artikel 13 is dit Protocol in werking getreden op 1 januari 1990 voor al de Staten die partij zijn bij het Verdrag van 1950, met uitzondering van Finland (inwerkingtreding op 10 mei 1990).

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 91 — 1694

4 AVRIL 1991. — Arrêté royal portant exécution de l'article 3bis de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, fixant les montants qui sont payés à titre d'avance

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, notamment l'article 3bis, inséré par l'arrêté royal n° 242 du 31 décembre 1983 et modifié par la loi du 29 décembre 1990;

(1) Voir *Moniteur belge* du 18 décembre 1985.

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 91 — 1694

4 APRIL 1991. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 3bis van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag, houdende vaststelling van bedragen die bij wijze van voorschot worden betaald

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag, inzonderheid op artikel 3bis, ingevoegd door het koninklijk besluit nr. 242 van 31 december 1983 en gewijzigd bij de wet van 29 december 1990;

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 18 december 1985.